



Le Covid 19 au Japon

Publié le 25 septembre 2023 par Dr Mamoru Fujisue



©

Résumé :

Cet article présente de façon succincte ce qu'a été l'épidémie Covid 19 au Japon et ce qu'a fait la Fédération Min-Iren. Il montre que le gouvernement japonais a appliqué sa doctrine néolibérale et a sacrifié la santé des citoyens aux intérêts économiques. Il en est résulté une grande souffrance de la part de la population.

Abstract :

This article succinctly presents what the Covid 19 epidemic was in Japan and what the Min-Iren Federation did. It shows that the Japanese government applied its neoliberal doctrine and sacrificed citizens' health to economic interests. This resulted in great suffering of the population.





まとめ :

ここでは日本におけるコビッド19の流行と民医連の行動について簡単に概観する。この記事は、日本政府が新自由主義的ドクトリンを適用し、経済的利益のために国民の健康を犠牲にしたことを示している。その結果、国民は大きな苦しみを味わうことになった。

Traduction assurée par Fumiko Kataoka

Nouvelles infections à coronavirus au Japon

La nouvelle infection à coronavirus, qui a débuté par le signalement de multiples cas de pneumonie de cause inconnue à Wuhan, en Chine, en décembre 2019, s'est propagée à toutes les régions du pays peu après que le premier cas d'infection ait été confirmé au Japon le 16 janvier 2020.

Jusqu'en mars 2023, huit vagues d'infection au total s'étaient produites, les vagues s'amplifiant au fil du temps pour atteindre 200 000 infections quotidiennes et 400 à 500 décès par jour lors de la huitième vague, de décembre 2022 à janvier 2023.

Impact sur la société

L'impact de cette maladie infectieuse, connue au Japon sous le nom de "catastrophe corona"^[1], s'est fait sentir non seulement dans les soins médicaux et infirmiers, mais aussi dans presque tous les domaines de l'économie, de la culture, des arts, des sports et de l'éducation. Elle a causé de nombreuses difficultés socio-économiques en plus des dommages sanitaires directs causés par l'infection. Même avant la propagation du nouveau coronavirus dans le cadre des politiques néolibérales, de nombreuses personnes ont été contraintes de mener une vie économiquement efficace et limitée dans le temps ; les dépenses publiques de sécurité sociale ont été réduites ; les services



médicaux et de soins de longue durée ont toujours dû fonctionner à la limite de leurs effectifs, de leur financement et de leur temps. Cette situation a mis en évidence une société qui n'a pas la capacité de faire face à la situation d'urgence d'une pandémie.

Impact sur la santé et les soins

La pandémie a révélé que le système médical et de santé publique du Japon est devenu vulnérable en raison de la consolidation des centres de santé publique, de la réduction du personnel dans les instituts de recherche publics et de la réduction du nombre de lits pour maladies infectieuses et de lits pour soins aigus, dont la politique a été encouragée depuis les années 1990. En outre, malgré les recommandations visant à renforcer les fonctions des centres de santé publique et le système de dépistage, y compris la PCR, dans le rapport 2010 de la Conférence générale sur les contre-mesures contre la grippe H1N1 (A/H1N1), le gouvernement a négligé de le faire, ce qui a entraîné de graves difficultés pour le public.

Face à la propagation de l'infection, le système de consultation des centres de santé a dépassé ses limites et le système de test PCR n'a pas été à la hauteur. En outre, les Jeux Olympiques « Tokyo 2020 » ont été contraints de se tenir à l'été 2021, ignorant l'opinion publique selon laquelle la plus grande priorité devait être accordée aux mesures nationales de lutte contre les infections plutôt qu'aux Jeux olympiques. Au cours de cette période, l'infection s'est propagée de manière explosive et l'état d'urgence a été déclaré jusqu'à récemment. L'afflux de personnes qui en a résulté a contribué à la propagation de l'infection et, dans le même temps, plus de 6 500 professionnels de la santé ont été mobilisés pour l'événement, éloignant ainsi de précieuses ressources médicales du lieu de l'infection. Cette situation a également provoqué le chaos, avec la propagation de l'infection et les pénuries médicales d'une part, et un sentiment de soulagement face aux fréquentes déclarations de l'état d'urgence d'autre part. Le gouvernement japonais a donc mis en œuvre des politiques qui privilégient l'économie et le mépris de la vie à chaque instant.

Dans le même temps, il est apparu clairement à de nombreuses personnes que le système de santé japonais était en fait soutenu par le dur labeur du personnel médical



et infirmier. En outre, lors de la nouvelle pandémie de corona, le stress du personnel médical et soignant a augmenté car il était exposé à l'angoisse de sa propre infection, à l'inquiétude des membres de sa famille et à une "atteinte à la réputation" en raison de la discrimination dont il faisait l'objet parce qu'il travaillait dans un environnement hospitalier.

Les problèmes de gestion ont également été graves. De nombreux établissements médicaux et maisons de retraite ont vu leur nombre de patients et d'usagers diminuer considérablement en raison des craintes d'infection et des restrictions commerciales, et risquaient de cesser leurs activités.

En outre, il y a eu une série de violations du droit de recevoir un traitement médical et un mépris des droits de l'homme et de la dignité de la vie, comme le fait de "garder" les patients infectés à la maison et de rendre difficile l'hospitalisation ou le transport des personnes âgées vers l'hôpital. La façon dont le gouvernement a laissé la situation se détériorer sans envisager de contre-mesures suffisantes fondées sur les avis des experts et des travailleurs médicaux et soignants de première ligne laissait présager l'effondrement du "système universel de soins de santé" auquel le peuple japonais tenait tant.

La réponse de MIN-IREN au nouveau type d'infection par le coronavirus

a) Création d'un groupe de travail

En février 2020, lorsque l'épidémie a commencé, un "groupe de travail" a été mis en place, dirigé par le président. Lors de réunions mensuelles, le groupe de travail appelé « task-force » a évalué la situation de l'infection au niveau national, organisé les informations nécessaires pour que les bureaux du Min-Iren protègent les droits des résidents locaux à recevoir un traitement médical et remplissent le rôle qui leur est dévolu, ainsi qu'informer sur la politique mise en œuvre.





b) Demandes adressées au gouvernement national

Afin de protéger la vie de la population, nous avons demandé au gouvernement national de renforcer le système d'approvisionnement de soins médicaux et le système d'inspection, de garantir le droit de la population à recevoir un traitement médical et d'accorder des subventions aux institutions médicales et aux établissements de soins en raison de leurs difficultés de gestion.

c) Comprendre les difficultés de la population

Comme les gens renoncent de plus en plus à recevoir des soins médicaux pour des raisons économiques, nous avons compilé et annoncé lors d'une conférence de presse l'"Enquête sur les cas d'appauvrissement causés par la catastrophe de Corona" (727 cas en octobre 2020) et l'"Enquête sur les cas de décès à cause de retard d'intervention pour des raisons économiques" (40 en 2020, 54 en 2021, 46 en 2022).

L'un des points communs de ces études de cas est que les groupes précaires qui ont toujours vécu à la limite, tels que les travailleurs précaires, ont été les premiers à tomber dans la pauvreté lors de la catastrophe du Coronavirus, et que c'est parmi eux que sont survenus les cas de décès dus au retard d'intervention.

d) Jouer un rôle dans la protection du droit à recevoir des soins médicaux au sein de la communauté.

Des mesures ont été prises pour garantir que les personnes souffrant de fièvre puissent recevoir un traitement médical, y compris par la séparation des flux spatiaux et temporels. En outre, nous avons activement cherché à obtenir la désignation par le gouvernement d'institutions médicales prioritaires et d'institutions médicales coopératives, tout en nous efforçant d'accepter les patients après leur rétablissement et de soutenir les personnes qui s'occupent d'eux à domicile. Nous avons également travaillé sur les vaccinations.

e) Protéger la vie et la santé du personnel

Les membres du personnel ont été soumis à un stress important en raison des





restrictions imposées à leur comportement et à leur mode de vie afin d'éviter les risques d'infection. Nous avons fait de la protection de la vie et de la santé de notre personnel notre tâche principale et avons renforcé le système ; nous avons publié les "Lignes directrices en matière de soins de santé pour le personnel du COVID-19", distribué des vidéos et partagé du matériel.

f) Amélioration des normes de contrôle des infections et du soutien mutuel

Les précautions standard, le contrôle des infections par gouttelettes et les aérosols ont été réappris et traités en profondeur. Nous avons également apporté un soutien infirmier aux hôpitaux et aux établissements où des grappes de cas s'étaient produites, ainsi qu'au quartier général chargé de la lutte contre les infections. L'envoi de personnel, de matériel et d'encouragements moraux dans les zones épuisées par les grappes a permis de soutenir le personnel local et de lui donner confiance dans la Fédération nationale des organisations médicales civiles (NMIF) en tant qu'organisation nationale.

Conclusion.

À compter du 8 mai 2023, le gouvernement japonais a reclassé les nouvelles infections à coronavirus de la catégorie 2, conformément à la loi sur le contrôle des maladies infectieuses, à la catégorie 5, équivalente à celle de la grippe saisonnière. Cette décision du gouvernement est principalement motivée par des priorités économiques, et les experts ont exprimé leur inquiétude. La politique de réponse du gouvernement ne montre aucune détermination à empêcher qu'une grave pénurie de personnel médical et infirmier ne se reproduise, et est en grande contradiction avec les sentiments du personnel médical et infirmier travaillant en première ligne. Dans le cadre de la politique actuelle du gouvernement, il est difficile pour les institutions médicales et les établissements de soins pour personnes âgées de poursuivre les mesures de contrôle des infections, et l'on craint que l'environnement dans lequel chacun peut accéder en toute sécurité à des soins médicaux et infirmiers ne soit détruit. Sur la base des principes de la Constitution et du point de vue de la protection des droits de l'homme, Min-Iren continuera à demander au gouvernement d'établir des mesures pour protéger





la vie des gens, et maintiendra l'attitude « *d'abord examiner, aider et faire quelque chose en première ligne* ».

Pour citer cet article :

Mamoru Fujisue, [«Le Covid 19 au Japon»](#), *Les Cahiers de santé publique et de protection sociale*, N° 46 septembre 2023

Notes de bas de page :

[1] En référence au fait que le virus appartient à la famille des virus corona

